



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de juin 2025

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2025
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

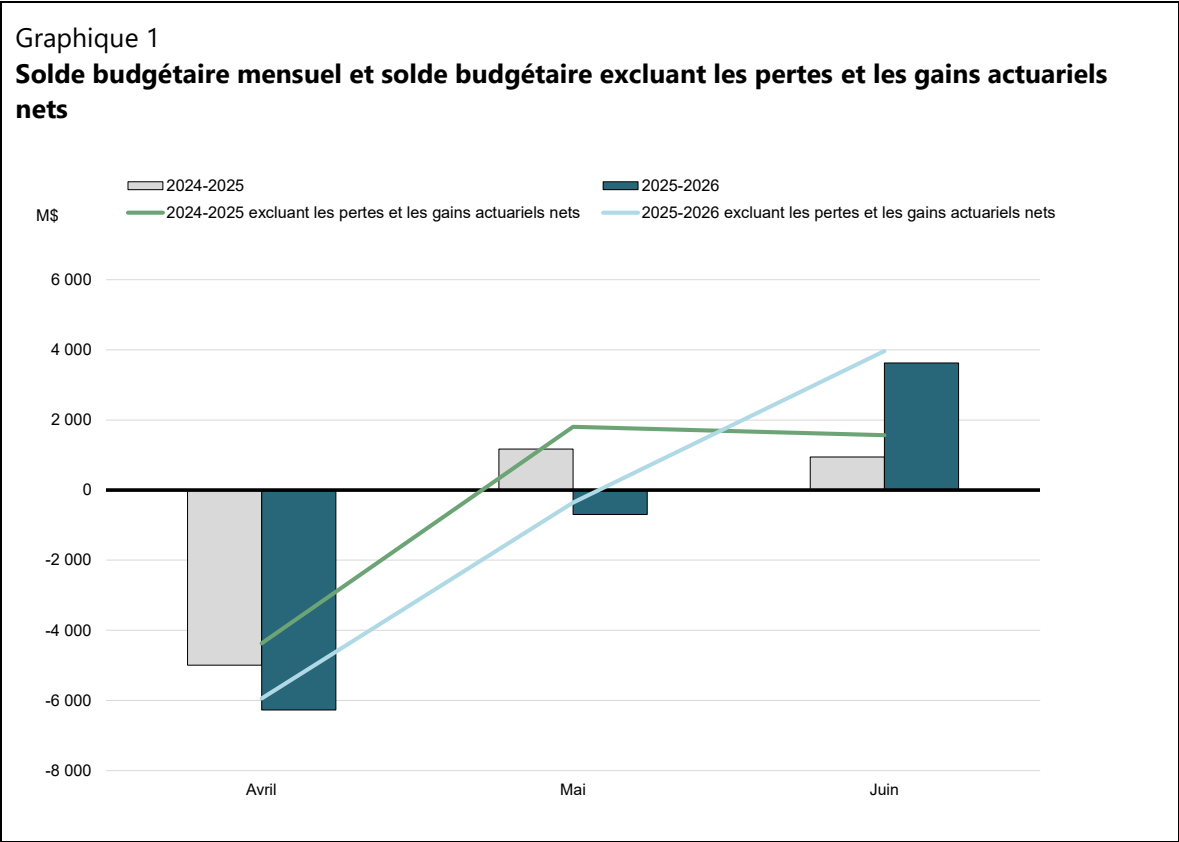
This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Juin 2025

Le mois de juin 2025 s’est soldé par un excédent budgétaire de 3,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,9 milliard de dollars en juin 2024. L’excédent budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 4,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,6 milliard de dollars pour la même période en 2024-2025. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l’incidence de l’amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.



Comparativement à juin 2024 :

- Les revenus ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (9,8 %), ce qui s'explique principalement par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (5,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des paiements de transfert aux provinces, aux territoires et aux municipalités ainsi qu'aux particuliers.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (9,6 %), principalement en raison des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor et des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, qui ont été compensés en partie par une augmentation de l'encours et du taux d'intérêt effectif moyen des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, qui a commencé en cours d'exercice 2024-2025, ainsi que de la fin de l'amortissement de pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Avril à juin 2025

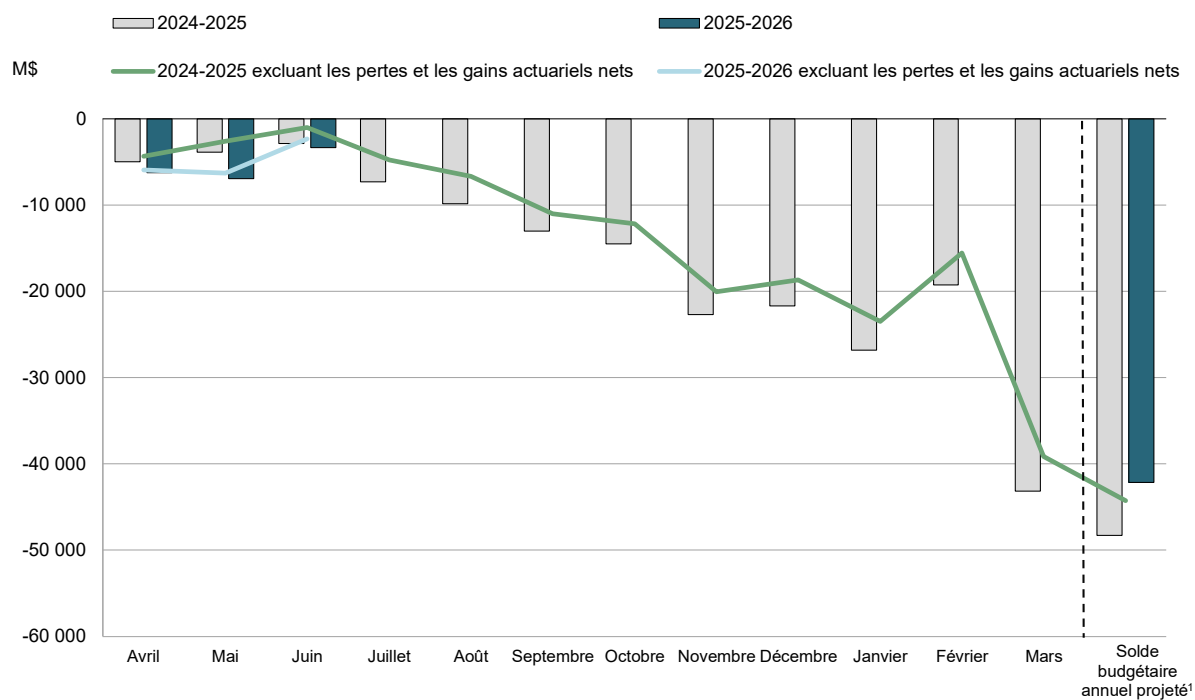
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars pour la période d'avril à juin de l'exercice 2025-2026, par rapport à un déficit de 2,9 milliards de dollars pour la même période de 2024-2025. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 2,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,0 milliard de dollars pour la période d'avril à juin de 2024-2025.

Comparativement à 2024-2025 :

- Les revenus ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (2,9 %), ce qui s'explique par les augmentations des droits de douane à l'importation ainsi que des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (4,6 %), sous l'effet des augmentations dans la plupart des principales catégories de dépenses.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,6 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été largement compensé par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,9 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2024 et de la fin de l'amortissement de pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Source : Énoncé économique de l'automne de 2024

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Opérations budgétaires				
Revenus ¹	40 826	44 808	120 388	123 928
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-34 643	-36 675	-107 518	-112 488
Frais de la dette publique	-4 614	-4 169	-13 862	-13 773
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	1 569	3 964	-992	-2 333
Pertes actuarielles nettes	-630	-335	-1 890	-1 005
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	939	3 629	-2 882	-3 338
Opérations non budgétaires	-10 216	-11 279	-33 642	-27 193
Ressources ou besoins financiers	-9 277	-7 650	-36 524	-30 531
Variation nette dans les activités de financement	1 853	-4 614	10 656	36 994
Variation nette de la trésorerie	-7 424	-12 264	-25 868	6 463
Trésorerie à la fin de la période			40 788	52 604

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 467 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers de mai 2025.

Revenus

Au total, les revenus en juin 2025 se sont élevés à 44,8 milliards de dollars, soit une hausse de 4,0 milliards de dollars (9,8 %) par rapport à juin 2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (16,1 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 1,3 milliard de dollars (111,8 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,1 %), ce qui s'explique par une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont connu une baisse de 0,1 milliard de dollars (1,7 %), principalement sous l'effet d'une baisse des revenus d'intérêts et de pénalités, compensée en partie par une hausse des revenus des sociétés d'État entreprises.

Les revenus pour la période d'avril à juin de l'exercice 2025-2026 se sont élevés à 123,9 milliards de dollars, soit une hausse de 3,5 milliards de dollars (2,9 %) par rapport à la même période en 2024-2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (3,5 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui est en grande partie attribuable aux augmentations des droits de douane à l'importation ainsi que des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,3 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 46 millions de dollars (0,5 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,4 %), sous l'effet de la hausse des revenus des sociétés d'État entreprises et des revenus nets des opérations de change, largement compensée par la baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Tableau 2

Revenus

	Juin			Avril à juin		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers ¹	18 256	19 012	4,1	52 779	53 916	2,2
Sociétés	7 829	11 626	48,5	21 855	23 487	7,5
Non-résidents	1 012	728	-28,1	3 483	3 097	-11,1
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	27 097	31 366	15,8	78 117	80 500	3,1
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	4 310	4 660	8,1	14 924	13 487	-9,6
Taxes sur l'énergie	448	445	-0,7	1 293	1 308	1,2
Droits de douane à l'importation	419	1 211	189,0	1 261	3 567	182,9
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	630	507	-19,5	1 656	1 814	9,5
Total des autres taxes et droits	5 807	6 823	17,5	19 134	20 176	5,4
Total des revenus fiscaux	32 904	38 189	16,1	97 251	100 676	3,5
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	1 188	-140	-111,8	3 121	2 923	-6,3
Cotisations d'assurance-emploi	2 872	2 962	3,1	8 999	9 045	0,5
Autres revenus	3 862	3 797	-1,7	11 017	11 284	2,4
Total des revenus	40 826	44 808	9,8	120 388	123 928	2,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été réduits de 467 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers de mai 2025.

Charges

Pour le mois de juin 2025, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 36,7 milliards de dollars, soit une hausse de 2,0 milliards de dollars (5,9 %) par rapport à juin 2024.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (9,2 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,9 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (48,3 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé en juin de cette année.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,1 milliard de dollars (145,7 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,4 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année, et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (19,6 %), principalement en raison des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, de même que des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont augmenté de 30 millions de dollars (14,8 %).
- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,6 milliard de dollars (3,7 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 1,5 milliard de dollars (23,8 %), principalement sous l'effet d'un paiement versé durant l'exercice précédent pour soutenir la construction et l'entretien d'infrastructures des communautés autochtones qui ne s'est pas renouvelé durant l'exercice en cours.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (10,0 %), en raison de différents facteurs, dont une hausse des coûts du personnel ainsi que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des charges au titre de la défense et des charges de santé publique.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (9,6 %), principalement sous l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor et des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par une augmentation de l'encours et du taux d'intérêt effectif moyen des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont diminué de 0,3 milliard de dollars (46,8 %), principalement sous l'effet de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada de 2024*, ainsi que de la fin de l'amortissement de pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à juin de l'exercice 2025-2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 112,5 milliards de dollars, soit une hausse de 5,0 milliards de dollars (4,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (6,7 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (2,0 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (20,1 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,2 milliard de dollars (84,5 %), ce qui est attribuable à une diminution nette du montant révisé des prestations.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (7,3 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (9,6 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, de même que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des paiements du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 0,3 milliard de dollars (9,7 %), sous l'effet des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements. La Remise canadienne sur le carbone est en cours d'élimination progressive à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur le carbone.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (1,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 1,6 milliard de dollars (8,3 %), principalement sous l'effet d'un paiement versé durant l'exercice précédent pour soutenir la construction et l'entretien d'infrastructures des communautés autochtones qui ne s'est pas renouvelé durant l'exercice en cours.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (8,2 %), en raison de différents facteurs, dont une hausse des coûts du personnel, une augmentation des créances irrécouvrables, des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des charges ainsi que les coûts liés à l'élection générale d'avril 2025.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,6 %), alors que l'effet des taux d'intérêt inférieurs sur les bons du Trésor a été largement compensé par l'augmentation des taux effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,9 milliard de dollars (46,8 %), en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles mises à jour des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2024, qui a commencé en cours d'exercice 2024-2025, et de la fin de l'amortissement de pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3

Charges

	Juin			Avril à juin		
	2024	2025	Variation	2024-	2025-	Variation
	(M\$)		(%)	2025	2026	(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 657	6 716	0,9	19 811	20 210	2,0
Prestations d'assurance-emploi	1 447	2 146	48,3	5 156	6 191	20,1
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-35	16	145,7	-206	-32	84,5
Prestations pour enfants	2 300	2 448	6,4	6 896	7 398	7,3
Total des principaux transferts aux particuliers	10 369	11 326	9,2	31 657	33 767	6,7
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 340	4 557	5,0	13 020	13 671	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 409	1 451	3,0	4 227	4 354	3,0
Péréquation	2 104	2 181	3,7	6 313	6 542	3,6
Formule de financement des territoires	351	373	6,3	2 002	2 130	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	740	1 868	152,4	740	1 868	152,4
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	s.o.	-	-	s.o.
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	-	-	s.o.	2 186	2 431	11,2
Autres arrangements fiscaux ³	-615	-467	24,1	-1 861	-1 805	3,0
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	8 329	9 963	19,6	26 627	29 191	9,6
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	203	233	14,8	2 758	2 490	-9,7
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	6 394	4 874	-23,8	19 714	18 079	-8,3
Charges de fonctionnement	9 348	10 279	10,0	26 762	28 961	8,2
Total des charges de programmes directes	15 742	15 153	-3,7	46 476	47 040	1,2
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	34 643	36 675	5,9	107 518	112 488	4,6
Frais de la dette publique	4 614	4 169	-9,6	13 862	13 773	-0,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	39 257	40 844	4,0	121 380	126 261	4,0
Pertes actuarielles nettes	630	335	-46,8	1 890	1 005	-46,8
Total des charges	39 887	41 179	3,2	123 270	127 266	3,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

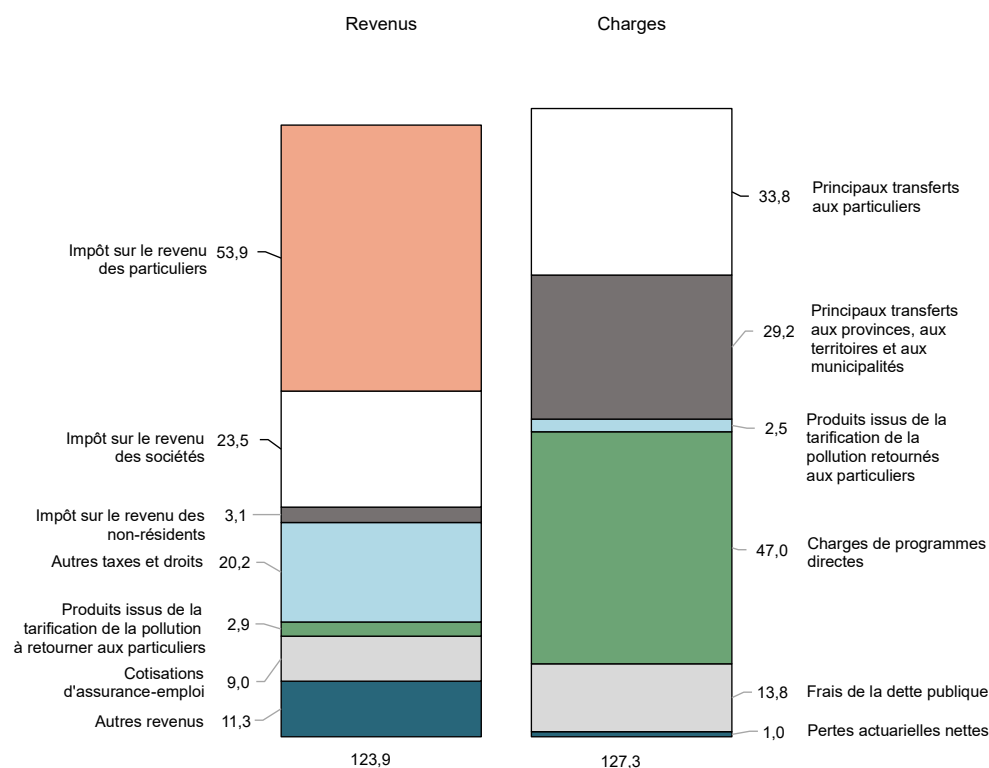
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Juin			Avril à juin		
	2024	2025	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	25 295	26 396	4,4	80 756	83 527	3,4
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	5 565	5 983	7,5	17 039	18 033	5,8
Transports et communications	261	279	6,9	588	684	16,3
Information	24	27	12,5	62	74	19,4
Services professionnels et spéciaux	1 578	1 535	-2,7	3 145	3 230	2,7
Location	451	478	6,0	1 203	1 376	14,4
Réparation et entretien	280	297	6,1	596	594	-0,3
Services publics, fournitures et approvisionnements	256	428	67,2	666	919	38,0
Autres subventions et charges	481	770	60,1	2 113	2 494	18,0
Amortissement des immobilisations corporelles	442	470	6,3	1 327	1 522	14,7
Perte nette sur cession de biens	10	12	20,0	23	35	52,2
Total des autres charges	9 348	10 279	10,0	26 762	28 961	8,2
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	34 643	36 675	5,9	107 518	112 488	4,6
Frais de la dette publique	4 614	4 169	-9,6	13 862	13 773	-0,6
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	39 257	40 844	4,0	121 380	126 261	4,0
Pertes actuarielles nettes	630	335	-46,8	1 890	1 005	-46,8
Total des charges	39 887	41 179	3,2	123 270	127 266	3,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à juin 2025)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 30,5 milliards de dollars d'avril à juin 2025

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars et des besoins financiers de 27,2 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2025 s'est soldée par des besoins financiers de 30,5 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 36,5 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Solde budgétaire (déficit ou excédent)¹	939	3 629	-2 882	-3 338
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-5 485	-1 815	-16 200	-15 237
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 090	803	2 157	2 147
Comptes de changes et produits dérivés	-300	-1 600	-7 758	3 739
Prêts, placements et avances	-4 667	-8 370	-10 789	-16 439
Actifs non financiers	-854	-297	-1 052	-1 403
Total des opérations non budgétaires	-10 216	-11 279	-33 642	-27 193
Ressources ou besoins financiers	-9 277	-7 650	-36 524	-30 531

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été redressés de 467 millions de dollars afin de tenir compte d'une correction apportée en vue de réduire le montant déclaré initialement pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers de mai 2025.

Activités nettes de financement en hausse de 37,0 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 30,5 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 6,5 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 37,0 milliards de dollars.

L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois de juin 2025, les soldes de trésorerie s'élevaient à 52,6 milliards de dollars, soit 11,8 milliards de dollars de plus qu'à la fin du mois de juin 2024.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Juin		Avril à juin	
	2024	2025	2024-2025	2025-2026
Ressources ou besoins financiers¹	-9 277	-7 650	-36 524	-30 531
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 208	-2 334	-8 645	29 146
Bons du Trésor	379	-3 524	14 040	14 735
Total des emprunts en dollars canadiens	1 587	-5 858	5 395	43 881
Emprunts en devises	285	1 064	5 348	-6 997
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	1 872	-4 794	10 743	36 884
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-19	180	-87	110
Variation nette dans les activités de financement	1 853	-4 614	10 656	36 994
Variation de la trésorerie	-7 424	-12 264	-25 868	6 463
Trésorerie à la fin de la période			40 788	52 604

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été redressés de 467 millions de dollars afin de tenir compte d'une correction apportée en vue de réduire le montant déclaré initialement pour les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers de mai 2025.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Août 2025